

Les propositions de la CGT

Quelles propositions pour EDF et l'ensemble du secteur de l'énergie ?

Chacun s'accorde à considérer l'énergie comme un bien essentiel et la transformation du secteur pour contribuer à résoudre les enjeux comme centrale. Mais cela suppose de s'appuyer sur les atouts de la France et de l'avantage dont dispose la France en matière d'émissions de CO2 comme de prix pour l'industrie et les ménages. Aussi, quatre questions centrales se posent pour que la France puisse s'appuyer pleinement sur les atouts incontestables dont la France dispose :

1 - **Faire coopérer plutôt que de rechercher l'éclatement des entreprises majeures du secteur qui en assurent la stabilité :**

Alors que la volonté du gouvernement figé dans une vision libérale de l'économie est aujourd'hui de démanteler EDF en séparant le nucléaire, les réseaux et les autres activités d'EDF pour pouvoir céder des pans entiers d'activité au privé, la CGT considère que l'avenir d'EDF comme du secteur énergétique repose sur une nouvelle articulation entre toutes les activités permettant la production, le transport et la distribution d'énergie. Les nouvelles caractéristiques de la production, la capacité des consommateurs à intervenir pour réduire les écarts entre production et consommation (effacements, production décentralisée, stockage, etc.) transforment le rôle des réseaux et nécessitent des interactions toujours plus fortes entre gestionnaires de réseaux, producteurs et consommateurs. Cela s'oppose frontalement au projet d'éclatement d'EDF et de découpage en entités distinctes qui poursuivraient des objectifs divergents.

2 - **Rendre cohérente la Programmation Pluriannuelle de l'Energie(PPE), la recherche des moyens les plus efficaces pour réduire nos émissions de CO2 et les modes de financement des différentes filières de production et de stockage.**

Pour réduire réellement nos émissions de CO2, alors que celles de la France ont augmenté depuis 2016, il est nécessaire que la PPE soit volontaire et réaliste et utilise les bons leviers pour résoudre la difficile équation de la réponse aux besoins et aux défis environnementaux.

Investir dans les technologies les plus efficaces pour réduire nos émissions de CO2, tant pour l'électricité que pour le gaz : les technologies disponibles existent pour réduire nos émissions du CO2. Du fait de l'échec patent du marché du carbone institué au plan européen, une valeur du carbone a été instaurée par les pouvoirs publics (valeur dite tutélaire) pour inciter à choisir les énergies les moins carbonées. Dans le même temps, les modes de subvention accordés aux énergies renouvelables ne tiennent aucun compte du coût de la tonne de CO2 évitée et des exonérations sont appliquées au fret routier.

Il faut rendre cohérente la PPE, les modes de financement des différentes filières de production et de stockage avec la valeur tutélaire du carbone. En effet, après la bulle solaire il y a quelques années, les tarifs sont désormais dégressifs et des appels d'offres filière par filière ont été institués. Mais la rentabilité des installations reste souvent excessive et le coût de la tonne de CO2 évitée est dans certains cas très élevé.

3 - **Mettre sur pied des canaux spécifiques de financement de l'ensemble de la chaîne énergétique.**

Pour l'ensemble des filières de production comme pour les réseaux de transport et de distribution, l'appel au marché financier (émissions de titres et endettement) coûte cher aux entreprises en les exposant aux fluctuations de taux et à la satisfaction de ratios d'endettement limitant leur capacité d'investissement, alors que l'épargne disponible est importante.

Des solutions nouvelles doivent être imaginées à l'image de la KfW allemande qui dispose de centaines de milliards d'euros pour investir dans la transition énergétique. La mise à disposition de fonds à taux d'intérêts réduits, non dépendants des marchés financiers, permettrait de dégager les entreprises des contraintes des marchés financiers. Ainsi soulagées ces entreprises pourraient investir massivement sans que cela ne pèse excessivement sur les tarifs de l'énergie.

Il serait ainsi possible de financer les réseaux en réduisant la rémunération des capitaux investis, de lancer des programmes d'investissement à coût réduit dans les infrastructures de transport, la rénovation thermique des bâtiments, les filières renouvelables en gaz et en électricité, la rénovation du parc nucléaire et le nucléaire neuf, les technologies de stockage..

4 - **Refaire de la tarification de l'énergie un instrument de réponse aux besoins et de développement de la filière**

Repenser les modes de financement des investissements permettrait enfin de limiter les hausses de tarifs.

Il faut aussi mettre en chantier une refonte des méthodologies de fixation des tarifs réglementés. Il est anormal de faire dépendre les tarifs des fluctuations des marchés de gros. C'est particulièrement vrai pour l'électricité dont le Conseil d'Etat a récemment validé la pérennité face aux assauts des concurrents d'EDF.

Les consommateurs devraient payer le juste coût pour disposer à moyen et long terme des réseaux et des moyens de production nécessaires à la sécurité d'approvisionnement. Il est profondément antisocial de faire payer aux consommateurs pour les fluctuations erratiques d'un marché biaisé notamment par les subventions accordées à certaines énergies.